

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 01/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/5/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BRONZO

Athélia I
BP 145
13702 La Ciotat

SPR/UICPE/JN/n° 961-2023
Références : D-1032-AIX-2023
Code AIOT : 0006401297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement BRONZO implanté Vallon de l'Escargot Route de la Bédoule 13400 Aubagne. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRONZO
- Vallon de l'Escargot Route de la Bédoule 13400 Aubagne
- Code AIOT : 0006401297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par AP de 2009 pour 1,6 Mt/an max.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 sur les rejets dans l'air des broyeurs (poussières)
- sécheresse
- suites données à la dernière visite d'inspection de 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rapport de l'organisme de contrôle des rejets atmosphériques canalisés	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.1	/	Sans objet
6	Emissions canalisées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/4/2023, article 2 et 3	/	Sans objet
2	Mesures d'urgence pics de pollution aux particules fines	AP Complémentaire du 09/4/2021, article 7	/	Sans objet
4	Suivi des retombées de poussières	AP Complémentaire du 09/4/2021, article 6.1	/	Sans objet
5	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les six points de contrôle ont donné lieu à une non-conformité en susceptible de suite (agrément Quantification des poussières du labo. Eurofins à justifier dans un délai fixé).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/4/2023, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté-cadre départemental sécheresse n°42-2023 Communes relevant des zones d'alerte à la sécheresse (...) CRISE Huveaune aval : Aubagne (...) Mesures de restriction des usages d'eau Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau sont reportées sauf impératif sanitaire Réduction des prélèvements d'eau de 40% de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse. Dérogation/adaptation possible aux règles générales de réduction si l'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum.
Constats : Des prélèvements d'eau sont réalisés via deux forages dans la nappe, de débit max. 16 et 8 m ³ /h, conformément à l'AP d'autorisation de 2009 (art. 10.4). L'exploitant indique que l'eau souterraine est utilisée environ pour 1/3 dans la fabrication de BPE (bétons prêts à l'emploi), et 2/3 pour l'abattage des poussières (enjeu environnemental et sanitaire). Les relevés de la consommation d'eau prélevée dans la nappe sont effectués mensuellement. L'exploitant présente, lors de l'inspection, son projet de PSH (plan de sobriété hydrique) en cours de finalisation. Il indique que de nouvelles économies d'eau significatives semblent difficiles, dans la mesure où la conso. d'eau spécifique du site (202 litres par mètre cube de BPE fabriqué) se situe déjà bien en-dessous des standards de la fabrication de béton (400 l/m ³).
Observations : Tel qu'évoqué par l'exploitant, l'IIC demande la mise en place d'un système de relevé plus fréquent de la quantité d'eau souterraine prélevée, pour une meilleure maîtrise de sa consommation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures d'urgence en cas de pics de pollution aux particules fines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/4/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air/poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance (...) définit les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (...) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection. (...)
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Dans le PdS, les mesures "N1" et "N2" sont distinctes.- Les alertes d'épisodes de pollution aux particules fines N1 et N2 sont fidèlement enregistrées (au nombre de huit depuis la notification de l'APC de 2021, à la date du jour de l'inspection).- Les mesures mises en œuvre sont globalement conformes à celles prévues dans le PdS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport de l'organisme de contrôle des rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/4/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après : (...) Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m ³ /h : (...)
Constats : Rapport de contrôle EL7P1/23/032 daté du 09/01/23 Laboratoire : Socotec Environnement d'Aix-en-Provence Contrôle du 02/11/22 au 04/11/22 Agrément délivré par AM du 16/12/22 Accréditation Cofrac n°1-6539 (avec logo) Mesures de poussières rendues sous cette accréditation Socotec dispose des agréments 1a (prélèvements) et 1b (analyses) pour les poussières Analyses sous-traitées au laboratoire Eurofins Norme de mesure utilisée : NF EN 13284-1 (novembre 2017) Durée de mesurage : 1h Des écarts à la norme précitée sont relevés par Socotec mais celui-ci indique qu'ils ne remettent pas en cause la déclaration de conformité (pas d'impact significatif sur le résultat de la mesure). Pour les 4 concasseurs (IM, ancienne inst., BP5 et Escailles, chacun équipé de FAM), les concentrations mesurées sont conformes à la VLE (max. 11,85 pour 20 mg/Nm ³). L'agrément d'Eurofins pour l'analyse des poussières n'est pas mentionné dans le rapport de Socotec, et l'exploitant Bronzo n'a pas pu nous le présenter.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC sous 15 jours l'agrément d'Eurofins pour l'analyse (quantification) des poussières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none">• 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante ;• 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022.
Constats : Les résultats des campagnes trimestrielles de mesure des retombées de poussières sont conformes à la valeur objectif de 0,35 g/m ² /j en moyenne annuelle glissante, pour les 4 jauges de type b.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. « Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. « Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). « Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. »
Constats : Rapport Socotec EL7P1/23/032 du 09/01/23 (mesures de mai 2022) : <ul style="list-style-type: none">- Les résultats sont rapportés sur gaz secs.- Pour deux des quatre concasseurs (BP5 et Escailles), un seul essai a été réalisé. Le rapport le justifie, en indiquant que les résultats du précédent contrôle étaient inférieurs à 20 % de la VLE, i.e 4 mg/Nm³.
Observations : La conformité à la VLE s'apprécie pour chacun des 3 essais (et non par rapport à la moyenne des 3 essais).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : « - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm ³ ; « - pour les autres installations : 40 mg/Nm ³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm ³ pour les installations nouvelles. « Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. « Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes : « a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m ³ /h. « La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. « Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrément pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm ³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. « En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm ³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. « b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m ³ /h. « Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm ³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. »
Constats : En référence aux dispositions de l'APC du 09/4/2021 art. 3.12 (deux derniers alinéas), l'exploitant dispose d'une procédure de contrôle visuel quotidien des dépoussiéreurs. En revanche, l'exploitant ne dispose pas d'un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée,.....). Par courriel du 23/6/2023, CBB indique que ce registre sera créé (et rempli rétroactivement pour 2023) et sera transmis à l'IIC d'ici la fin du mois de juillet 2023.
Observations : Avant fin août 2023 : - l'exploitant confirme à l'IIC la création effective du registre d'anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (avec date, <u>durée</u> , intervention effectuée,...) ; - l'exploitant indique les autres mesures prises/prévues pour garantir le respect de la VLE poussières de 20 mg/Nm ³ , le contrôle visuel pouvant s'avérer inefficace en cas de "léger" dépassement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet